

**jacqueshenry**

## **Quand les multinationales se font les chantres de l'écologie**

Publié le **31 décembre 2019**

En 2019 comme jamais auparavant, les grandes entreprises internationales ont garanti qu'elles allaient changer, afin de mieux préserver l'environnement. Mais la vérité des chiffres alimente le doute. À côté des gouvernements, elles sont sur le banc des accusés. A la COP25 à Madrid, comme à chaque grande conférence climatique, les grévistes du climat et les ONG s'en prennent aux multinationales. À celles qui polluent. À celles qui ne changent pas. Et à celles qui, en plus, s'immiscent dans les discussions sur la transition écologique.

Pourtant, à chaque occasion, et cette année avec une intensité encore jamais observée, les plus grandes entreprises de la planète ont pris des engagements, volontaires, collectifs et, nous disent-elles, décisifs.

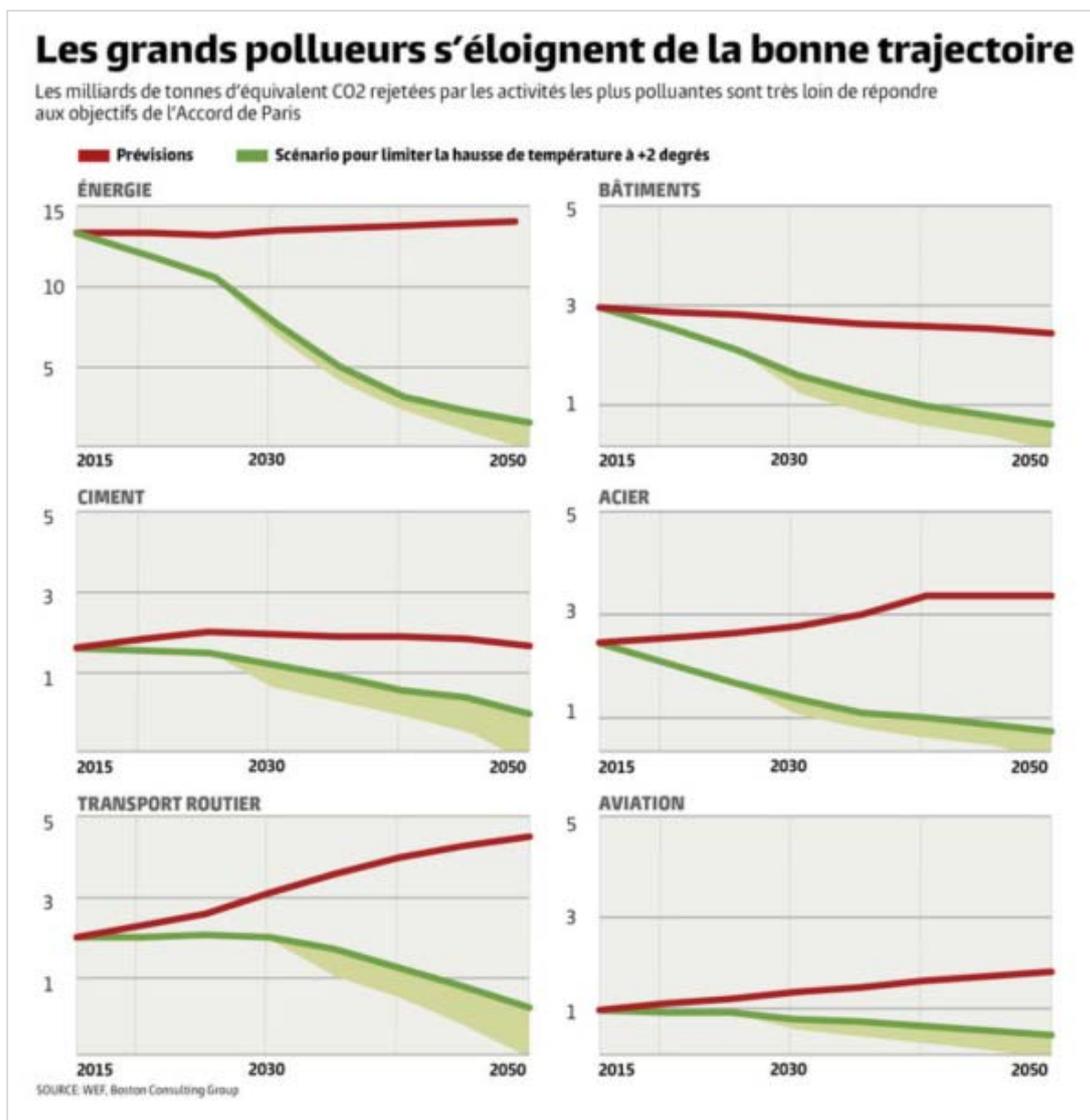
EasyJet qui compense l'entier du CO2 émis par ses centaines d'avions. Les géants de l'énergie Eni et Repsol qui visent la neutralité carbone. Total qui investit 400 millions de dollars dans la recherche de technologies propres. Glencore qui prend (un peu) ses distances avec le charbon. Nestlé ou Coca-Cola qui s'engagent pour la réduction de la pollution plastique... La liste serait sans fin. Ce ne sont là que quelques exemples, parmi les centaines d'annonces formulées ces derniers mois.

## DES PATRONS MILITANTS

Mais désormais, les multinationales ne se contentent pas de promettre d'adapter leur modèle. Leurs patrons se transforment aussi, en quelques occasions, en militants écologistes. En témoigne cette lettre ouverte, publiée à l'ouverture de la COP25 début décembre. Signée par une centaine de dirigeants (Google, Nestlé, ABB, Aon, Tata, Citigroup, Apple et bien d'autres), elle presse les Etats-Unis de respecter les engagements pris lors de l'Accord de Paris. *«Rester dans cet accord va renforcer notre compétitivité [...] et mener à la création de nouveaux emplois, écrivent-ils. En devenant un objectif à long terme, cet accord est aussi un encouragement aux investissements. Il soutient les innovations qui visent à réduire les émissions».*

Des paroles. Et les actes? Démêler le vrai du *greenwashing*, là est désormais toute la difficulté. *«La question n'est pas de savoir si la transition a commencé, mais à quel rythme elle a lieu»*, intervient Dominic Waughray. Responsable des initiatives environnementales au sein du World Economic Forum (WEF), il répond dans la foulée: *«Pas assez vite».*

*« On s'attaque toujours aux mêmes noms. Pourtant, certaines entreprises ont vingt ans d'avance sur les gouvernements »* selon Suren Erkman, Professeur à l'UNIL, Université de Lausanne.



Il faut dire que les chiffres à disposition alimentent le doute sur la réelle volonté de changement des multinationales. D'abord, depuis 2015 et un Accord de Paris censé être historique pour parvenir à limiter la hausse de la température à +1,5 degré, les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 4% autour du globe. Deuxième exemple: la production de plastique. En 2017, elle a progressé de 4% elle aussi, mais en seulement un an.

Autre bilan mitigé, apparu, cette fois, dans une étude conjointe du WEF et du Boston Consulting Group : sur les millions d'entreprises en activité, elles ne sont que 7000 à communiquer sur leurs émissions de CO2. Et un quart seulement de ces 7000 exceptions s'est fixé des objectifs de réduction. Et seul un huitième s'y attelle effectivement année après année.

## DES CLASSEMENTS POUR DÉNONCER

Mais cette liste de désillusions ne se limite pas aux statistiques. Il y a par exemple ce mémo interne de l'association patronale Business Europe, daté de septembre 2018. Dans ce courrier d'une page, qui n'était pas destiné à être rendu public, on rappelle aux lobbyistes de Bruxelles les bases stratégiques de la communication sur l'écologie: «Réagir positivement à toute déclaration politique tant qu'elle n'est pas suivie d'une loi.» Ou encore: utiliser «les arguments habituels» qui consistent à affirmer que l'UE seule ne peut pas réduire les émissions globales et que de nouvelles contraintes sont inutiles si le reste du monde ne s'y met pas.

En face, les contre-attaques se multiplient. L'année 2019 aura aussi été celle des classements de pollueurs. En octobre par exemple, l'organisation Break Free From Plastic a dressé la liste des plus grands producteurs de déchets plastiques. Avec une méthodologie aussi originale que symbolique puisque son classement est le résultat d'une grande journée de collecte organisée dans 50 pays. Le podium? Coca-Cola, avec 11 732 déchets recensés, arrive loin devant Nestlé (4846) et Pepsico (3362).

«On s'attaque toujours aux mêmes noms, observe Suren Erkman, professeur d'écologie industrielle à l'Université de Lausanne. Pourtant, certaines entreprises ont vingt ans d'avance sur les gouvernements. De grandes marques occidentales en font par ailleurs beaucoup plus que certains groupes asiatiques très polluants, qui sont parfois des entreprises publiques et qui subissent beaucoup moins de pression pour réduire leur impact sur l'environnement.»

Ainsi, le [Climate Accountability Institute](#) place Saudi Aramco, Gazprom, Petrochina ou Coal India aux côtés des bien connus Exxon, Chevron et Royal Dutch Shell, dans son classement des vingt plus grands pollueurs. Ils ont émis, à eux seuls, 35% du total

des émissions de CO2 au cours de ces cinquante dernières années.

## LA CAUTION MARK CARNEY

Doit-on pour autant se décourager? «Le changement est en cours, croyez-moi!» Si Dominic Waughray est confiant, c'est parce qu'il observe que les rouages de l'économie – le système politico-financier – sont en train de changer. Et il ne parle pas des fonds de placement estampillés verts qui se constituent par opportunisme. Mais des grandes institutions officielles. Il prend l'exemple de la nomination récente de Mark Carney au poste d'envoyé spécial des Nations unies pour le climat. L'ancien banquier central canadien «est quelqu'un de très respecté et de très écouté, c'est un signal important», se félicite Dominic Waughray. L'ONU donc, mais aussi le FMI, les banques centrales, les grands investisseurs, les caisses de pension... Toutes ces entités vont tôt ou tard imprimer le rythme du changement.

Même les agences de notation s'y mettent. Moody's a par exemple lancé cet automne le CTA, pour Carbon Transition Assessments. C'est un système de notes allant de 1 à 10 et qui permet d'évaluer le risque couru par une entreprise dans la transition en cours. Début novembre, Tesla s'est publiquement félicitée d'avoir obtenu un 1, la meilleure notation qui soit. C'est en quelque sorte une reconnaissance pour avoir contribué à faire de la voiture électrique un véhicule désirable. Désormais, un peu grâce à Tesla, tout constructeur digne de ce nom doit proposer de l'électrique dans sa gamme de produits.

« Il faut des leaders de ce mouvement. Si 20% de chaque secteur avance vers une économie zéro carbone, le reste va devoir suivre » selon Dominic Waughray, WEF

*«Il faut des leaders de ce mouvement, reprend Dominic Waughray. C'est ce genre d'entreprises qui doivent être soutenues dans leur démarche. Si 20% de chaque secteur avance vers une économie*

*zéro carbone, le reste va devoir suivre*». Dans un autre domaine, il évoque Danone ou Ikea, deux entreprises très visibles et exposées, parce que directement confrontées au grand public.

La société civile et les groupes de pression, justement, sont-ils trop pressés? *«Certaines activités sont hautement stratégiques et ne peuvent pas être abandonnées abruptement»*, répond Suren Erkman. Total ne peut pas délaissé le fossile du jour au lendemain. *« Ce serait se faire harakiri. En revanche, ils peuvent rapidement améliorer leurs procédés actuels, par exemple par la capture, le stockage ou la réutilisation du CO2»*. Il ajoute: *«Les chaînes d'approvisionnement mondialisées sont extrêmement complexes. Il faut du temps pour les adapter»*.

Mais *« celles qui ne commencent que maintenant sont clairement responsables d'avoir trop attendu »*, ajoute Pierrette Rey, porte-parole de WWF Suisse. *« Plus on attend, plus les mesures à prendre seront douloureuses»*. Pour autant, son organisation n'est pas toujours, comme on pourrait le supposer, dans la confrontation. *«Cela dépend des entreprises, mais nous estimons qu'il est souvent plus efficace d'engager le dialogue et de nouer des partenariats»*. En Suisse, l'ONG a mis en place des programmes avec une dizaine d'entreprises, dont Coop, Migros, Emmi, Swisscom ou encore le groupe de restauration SV Group. *«Nous conservons, précise Pierrette Rey, le droit absolu de critiquer publiquement le non-respect des engagements qui auraient été pris»*.

Des menaces sonnantes et trébuchantes

Mais la dénonciation ne suffit plus. L'environnement n'est plus un thème alternatif ou un moyen de préserver sa réputation. C'est devenu un enjeu économique et financier. Il y a même un chiffre pour cela : le coût des risques climatiques est estimé à 1000 milliards de dollars. Dépréciations d'actifs, assurances

climatiques, tarification des émissions de CO2, mais aussi, plus directement, élévation des températures, dégâts sur des installations, sécheresses, inondations... La liste des menaces sonnantes et trébuchantes est désormais suffisamment longue pour convaincre les grandes entreprises de l'urgence de changer.

Le groupe suisse ABB, spécialiste de l'automatisation industrielle, est en bonne position pour observer la transition qui s'opère.

*«Presque 60% de notre chiffre d'affaires est lié à des équipements qui visent directement à réduire les effets sur l'environnement, par exemple pour améliorer l'efficacité énergétique de nos clients»,* commence par chiffrer Michael Cooke, responsable de la durabilité au sein du groupe. Pour ABB, l'écologie, ou plus précisément les économies d'énergie, c'est un argument de vente. *«Nous convainquons nos clients que changer de modèle, réaliser des analyses de performance et mettre en place des processus de fabrication plus efficaces, c'est économiquement intéressant. Et ça l'est encore davantage si l'on va plus vite que la réglementation»,* poursuit Michael Cooke.

«Nous pourrions en faire davantage, il faudrait aller plus vite, conclut-il. Tout le monde n'est pas prêt à entendre que la transition est vraiment lancée. Mais personne ne peut plus s'en cacher !»

Article paru dans le quotidien en ligne Le Temps (Genève).

Commentaire. On voit, dans ce plaidoyer pour une action concertée et volontariste pour préserver le climat, la patte de Davos. Le graphique en est une illustration puisqu'il a été publié par le World Economic Forum. La Suisse, avec son système bancaire encore très opaque contrairement à ce que les démocraties européennes croient, veut apparaître comme le bon élève qui donnera l'exemple aux autres pays de l'UE. La ville de Genève accueille diverses organisations onusiennes dont l'IPCC, la Suisse est donc à la première place pour être un acteur important de ce projet mondialiste consistant à rançonner le manant sous prétexte qu'il

faut sauver le climat et au passage toutes les entreprises multinationales réaliseront de confortables bénéfices. Cet article est un très bel exemple de propagande que j'ai tenu à inclure dans mon blog, sans en avoir demandé l'autorisation à la direction du Temps, étant entendu que mon blog est gratuit et qu'en aucun cas je n'enfreins les règles admises par le milieu journalistique.

---

**SHARE THIS:**



Soyez le premier à aimer cet article.

---

**SUR LE MÊME THÈME**

[Chronique cinématographique : "Mille Milliards de Dollars" ou l'actualité qui brûle les doigts ...](#)  
Dans "économie"

["Changement climatique" : Bill Gates est pragmatique et il a raison](#)  
Dans "écologie politique"

[Macron : tout simplement un "collabo" de la CIA et de Wall-Street !](#)  
Dans "géopolitique"

Ce contenu a été publié dans [écologie politique](#) par [jacqueshenry](#), et marqué avec [COP25](#), [Forum de Davos](#), [Le Temps](#), [multinationales](#), [Suisse](#). Mettez-le en favori avec son [permalien \[https://jacqueshenry.wordpress.com/2019/12/31/quand-les-multinationales-se-font-les-chantres-de-lecologie/\]](https://jacqueshenry.wordpress.com/2019/12/31/quand-les-multinationales-se-font-les-chantres-de-lecologie/) .

7 RÉFLEXIONS AU SUJET DE « QUAND LES MULTINATIONALES SE FONT LES CHANTRES DE L'ÉCOLOGIE »



Le **31 décembre 2019 à 18 h 56 min**,

Didier Fessou

a dit :

Intéressant. Mais toujours la même confusion – probablement entretenue à dessein – entre pollution, protection de l'environnement et réchauffement climatique. Pourtant, ce sont trois domaines scientifiques différents.



Le **31 décembre 2019 à 21 h 26 min**,

Zimba

a dit :

Bonjour JH, et vos lecteurs.

L'année se termine, hélas toujours avec les mêmes constats en terme de température, aucun signe de refroidissement global. Un cycle solaire au plus bas pas d'influence du nino, et pourtant une année 2019 parmi les 3 plus chaudes depuis au moins 150 ans. Les événements climatiques annoncés ont été présents, avec canicules précoces, sécheresses suivies d'inondations autour de la Méditerranée et ailleurs. Idem en hémisphère sud actuellement alors qu'on est peine au début de l'été austral. Même les plus têtus des Australiens commencent à se poser des questions. Si on en est qu'au début du processus, ça ne présage rien de bien agréable. Quoiqu'il en soit, bonne année à vous.



Le **1 janvier 2020 à 3 h 44 min**,

dupontg

a dit :

le record de 1850 de 5 millions d'ha brulé n'est toujours pas battu.  
 et ces dernières années c'était plutôt calme ce qui a permis à la végétation de proliférer .  
 l'Australie n'est peuplée que sur 1% de sa superficie.  
 le reste est soumis aux cycles de la végétation sans contrôle.  
 tout le reste n'est que l'habituelle propagande.  
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Incendies\\_de\\_v%C3%A9g%C3%A9tation\\_en\\_Australie](https://fr.wikipedia.org/wiki/Incendies_de_v%C3%A9g%C3%A9tation_en_Australie)

à noter aussi que le record de température homologué 50,7 °C Oodnadatta, Australie-Méridionale 2 janvier 1960 tient toujours.  
 pour le reste les moyennes n'ont aucune signification dans un pays avec aussi peu d'histoire.



Le **1 janvier 2020 à 13 h 01 min**,

MichelC

a dit :

Bah, il y a 8000 ans, il faisait plus chaud de 5 degrés. Et c'est redescendu comme vous pouvez le constater. Et nous sommes encore là.



Le **2 janvier 2020 à 9 h 56 min**,

amike

a dit :

Voici une liste :

- La culture du vin a failli disparaître à cause du phylloxera (1900)
- L'agriculture française a été en difficulté avec la sécheresse de 1976
- La mortalité a connu un pic semblable à l'hiver durant l'été 2003
- La France a connu son jour le plus chaud depuis plus d'un siècle en 2019

Vous constaterez que les effets de ces événements catastrophiques ont été dans le temps inversement proportionnel aux annonces d'urgence climatique...

PS: Et il parait que la neige est revenue dans les Pyrénées :))



Le **31 décembre 2019 à 22 h 06 min**,

MichelC

a dit :

L'année 2019 qui se termine, n'est que la 3ème la plus chaude depuis le début des mesures, et n'est que d'environ 0,36 degrés au-dessus de la moyenne de 30 ans. Chez nous, le site local indique +2C, et pourtant les herbes près de la rivière étaient blanches de givre. Pour cela, il faut -3 à 4C minimum. Moralité, plus il fait plus chaud, et plus il fait plus froid.



Le **1 janvier 2020 à 4 h 01 min**,

dupontg

a dit :

a defaut de pouvoir evaluer les previsions catastrophistes promises pour les 30 prochaines années,on pourra toujours se regaler des menaces findumondistes prevues dans les années 80 et qui se soldent par.....rien ou eventuellement quelques centimetres d'elevation du niveau des oceans.Le pire pour les populations etant du à l'enfoncement des terres.

pour ce qui est des +0.5°C ,on se demande bien comment on aurait pu les remarquer si ils etaient repartis uniformement sur la planete,et en quoi ils posent le moindre probleme.

Les variations superieures à cette moyenne ne seraient donc que de la meteo en plus et en moins.

quant au « plat de nouilles » du giec qui sert de prevision ,il est difficile de se tromper etant donné l'eventail des possibilités.